

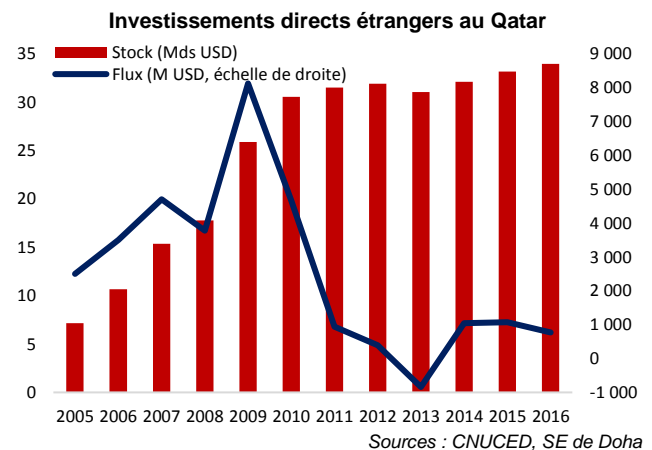
Le Qatar et les investissements directs étrangers en 2016

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE)¹ au Qatar ont joué un rôle clé dans le développement économique exceptionnel qu'a connu le pays depuis les années 1990. Principalement liés à l'exploitation des ressources énergétiques de l'Emirat, ces investissements sont toutefois en baisse depuis 2010. Les flux d'IDE entrants au Qatar ont connu une hausse constante entre 1990 et 2009, les besoins d'investissement dans le secteur des hydrocarbures, et particulièrement dans la filière gazière (trains de liquéfaction, terminaux d'exportation, industries dans l'aval...), étant très importants. Depuis le pic de 2009 (8,1 Mds USD²), ces flux connaissent néanmoins une diminution tendancielle, les grands projets pétro-gaziers étant tous (à l'exception du projet Barzan) entrés en phase de production, et les autorités ayant instauré en 2005 un moratoire sur l'exploitation du principal champ gazier du pays, North Field (levé en 2017). Après un léger rebond en 2014-2015, lié à l'avancement du vaste programme de développement des infrastructures lancé suite à l'obtention de la Coupe du monde de la FIFA 2022, les flux d'IDE sont repartis à la baisse en 2016 (-28% en glissement annuel - ga). Rappelons que l'année 2016 a été marquée par un ralentissement prononcé de la croissance (2,2% en 2016 après 3,6% en 2015 et 8,9% par an en moyenne entre 2010 et 2014) et l'apparition d'un déficit budgétaire supérieur à 9% du PIB.

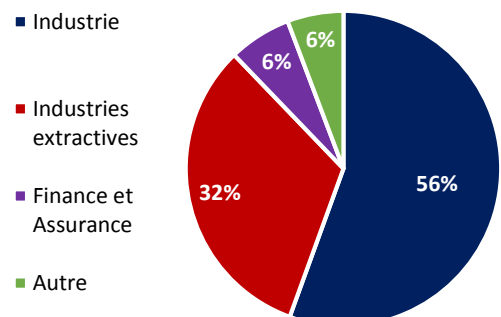
Le stock d'IDE entrants au Qatar est passé de 1,9 Md USD (10,8% du PIB) en 2000 à 33,9 Mds USD (21,7% du PIB) en 2016, plaçant l'Emirat au 3^{ème} rang des pays de la région, derrière l'Arabie saoudite (231 Mds USD) et les Emirats arabes unis (118 Mds USD). Près de 90% de ces investissements sont destinés à l'industrie et 32% aux industries extractives. L'Union européenne est le premier investisseur étranger (avec 29% du stock d'IDE), suivie par les Etats-Unis (23%).

Depuis la création du fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA) en 2005, les flux d'investissements directs qatariens sortants ont connu une hausse tendancielle, qui se poursuit malgré la faiblesse des cours des hydrocarbures. Après deux années consécutives de baisse en 2014 et 2015, ces flux sont en effet remontés à 7,9 Mds USD en 2016 (+51% en ga), tout en demeurant toutefois en-deçà du record de 2011 (10,1 Mds USD).

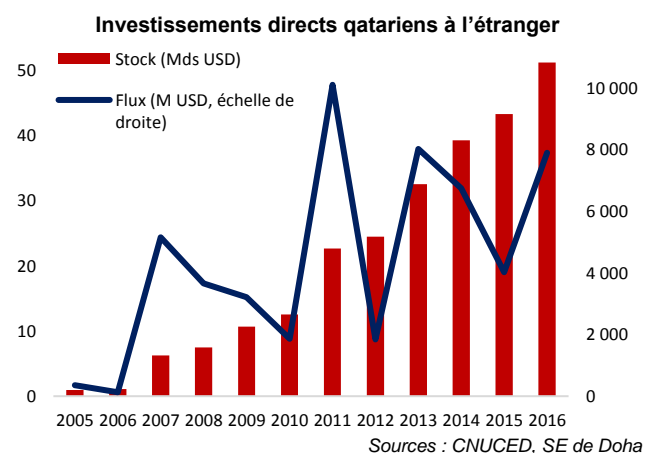
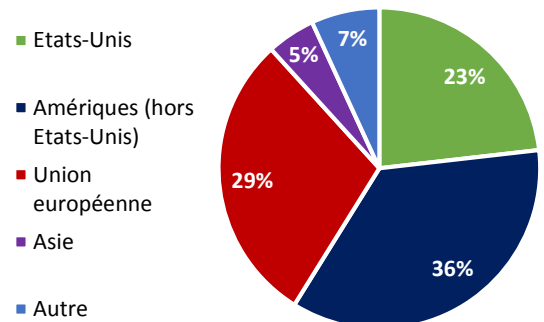
Dans ce contexte, le stock d'investissements directs qatariens dans le monde a connu une forte progression, pour atteindre 51,2 Mds USD en 2016, et l'Emirat est aujourd'hui un exportateur net de capitaux et le 3^{ème} plus gros investisseur des pays de la région, derrière les Emirats arabes unis (113 Mds USD) et l'Arabie saoudite (80 Mds USD). Si l'Union européenne est toujours le principal récipiendaire des investissements directs qatariens, la stratégie de diversification adoptée par le fonds souverain depuis 2015 devrait bénéficier à l'Asie émergente et aux Etats-Unis. La QIA, qui occupe aujourd'hui le 9^{ème} rang du classement SWFI des fonds souverains, avec un portefeuille d'actifs estimé par le SWFI à 320 Mds USD³, reste le premier investisseur qatarien à l'international, même si d'autres investisseurs institutionnels (Qatar Petroleum, Nebras Power, Ooredoo, Qatar National Bank, Qatar Airways) et privés ont émergé ces dernières années.



Répartition des IDE au Qatar par secteur d'activité



Répartition des IDE au Qatar par géographie



Investissements croisés France-Qatar.

Si les entreprises françaises ont désinvesti au Qatar en 2016, tout comme en 2015, dans un contexte de ralentissement de la croissance qatarienne (cf supra), le stock d'investissements directs français dans l'Emirat reste élevé, à 1,6 Md EUR en 2016 (soit le double du montant de 2008) selon les données publiées par la Banque de France. Le Qatar est ainsi le 2^{ème} pays récipiendaire des investissements directs français du CCEAG en 2016, derrière l'Arabie saoudite, et le 50^{ème} à l'échelle mondiale. L'investissement français au Qatar est concentré dans les industries extractives et manufacturières (particulièrement la pétrochimie), et dans une moindre mesure les services financiers.

Le Qatar est quant à lui le 1^{er} investisseur en France parmi les pays du CCEAG, avec un stock d'investissements directs atteignant 3 Mds EUR en 2016 (multiplié par près de 3 depuis 2011). L'essentiel de ces investissements concernent l'immobilier, l'hôtellerie et les services financiers.

Il est à noter que ces chiffres, comme ceux commentés plus haut, sont largement sous-estimés. D'une part, parce que les investissements réalisés via des entités basées en pays tiers ne sont pas comptabilisés. D'autre part, parce que par définition le calcul des IDE exclut les investissements correspondant à moins de 10% du capital (ou des droits de vote) de l'entité concernée. Or l'investissement qatarien à l'international – outre les acquisitions immobilières et hôtelières – prend principalement la forme de prises de participations minoritaires dans de grands groupes cotés – pour la France : Total, Vinci, Veolia, Engie, LVMH, Vente privée (liste non exhaustive).

Selon les estimations du Service économique de Doha, la France figurerait ainsi parmi les premiers pays récipiendaires des investissements qatariens à l'étranger, aux côtés du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Si ces investissements sont majoritairement le fait de la QIA, on note un intérêt croissant des groupes privés qatariens pour la France (ex : acquisition par le groupe Mannai d'une participation majoritaire au capital de GFI Informatique). Mentionnons enfin la création en 2013 du fonds bilatéral Future French Champions (300 M EUR), partenariat entre la QIA et la Caisse des Dépôts, qui a réalisé cinq opérations à ce jour, en soutien à des PME et ETI françaises.

Perspectives.

Le Qatar devrait rester attractif aux yeux des investisseurs étrangers dans les années à venir. La poursuite des grands projets d'infrastructures, en amont de la Coupe du monde 2022 (transport ferré, aéroport, port, réseau routier, villes nouvelles), et les mesures prises par les autorités pour soutenir le développement du secteur privé (nouvelles zones franches, modification de la législation encadrant l'investissement étranger – à venir, nouvelle loi PPP – annoncée) devraient soutenir l'investissement dans les secteurs hors-hydrocarbures. Dans le même temps, la levée du moratoire sur le champ North Field, qui devrait déboucher sur le lancement de nouveaux projets gaziers (et la construction de nouveaux trains de liquéfaction), portant à 100 Mt/an la capacité de production de gaz naturel du Qatar d'ici 2024 (+30%), devrait générer de l'investissement dans le secteur des hydrocarbures.

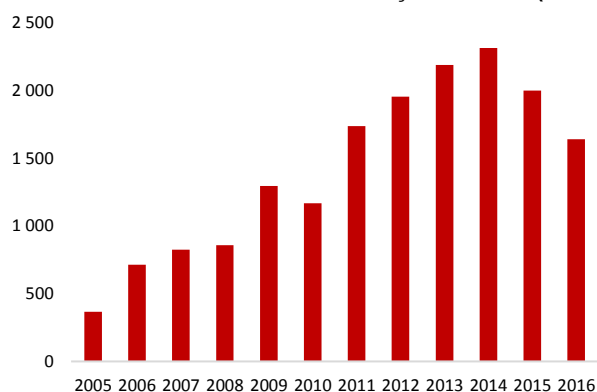
Dans un contexte marqué par la faiblesse des prix des hydrocarbures et l'apparition d'un déficit budgétaire en 2015-2016, l'investissement public à l'étranger a tendance à ralentir et à se recentrer (réorganisations au sein du fonds souverain QIA, de Qatar Petroleum). Son dynamisme futur dépendra de l'évolution des cours du baril, actuellement favorable, mais également des retombées de la crise que traverse actuellement le CCEAG. L'investissement privé qatarien à l'international devrait quant à lui continuer de gagner en intensité.

¹ Sont considérés comme IDE, selon la définition du FMI, « les investissements qu'une entité résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie ». On considère qu'il y a intérêt durable lorsque l'opération porte sur au moins 10% du capital (ou des droits de vote) de l'entreprise.

² Données du FMI.

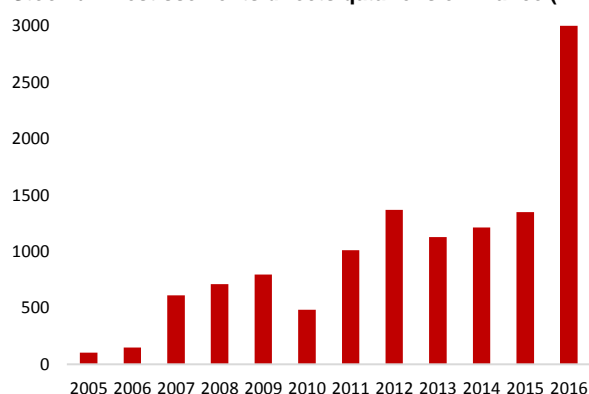
³ Notons que le FMI estime pour sa part à 236 Mds USD le montant des actifs de la QIA à fin 2016.

Stock d'investissements directs français au Qatar (M EUR)



Sources : Banque de France, SE de Doha

Stock d'investissements directs qatariens en France (M EUR)



Sources : Banque de France, SE de Doha

Suivi par : Margot BRIOLE et Pauline QUINEBECHE.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.